

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE

Marché passé en procédure adaptée en application des articles
L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique

**Réalisation des travaux de purge des buttes de tirs
pour les infrastructures relevant du périmètre du
Commandement des Écoles de la Gendarmerie
Nationale.**

Le présent cahier des clauses particulières comporte 19 pages numérotées de 1 à 19

Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale
Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles
Bureau Budget et Administration
Section Marchés Conventions
2 rue Toufaire
BP 90050
17302 ROCHEFORT CEDEX
Tél : 05.46.88.33.01
smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ.....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Nomenclature.....	4
1.3 - Allotissement du marché.....	4
1.4 - Prestations similaires.....	4
1.5 - Organisme représentant l'Administration.....	4
1.5.1 - Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
1.5.2 - Représentant de la maîtrise d'ouvrage.....	5
1.5.3 - Représentant de la maîtrise d'œuvre.....	5
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
2.1 - Pièces particulières.....	5
2.2 - Pièces générales.....	5
ARTICLE 3 - VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ.....	6
3.1 - Durée et reconduction du marché.....	6
3.2 - Reconduction du marché.....	6
3.3 - Délai d'exécution.....	6
3.4 - Prolongation du délai d'exécution.....	6
ARTICLE 4 - EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4.1 - Accès au site.....	6
4.2 - Le personnel.....	7
4.2.1 - Comportement du personnel.....	7
4.2.2 - Interdictions ou restrictions momentanées.....	7
4.2.3 - Régularité de la situation des personnels employés.....	7
4.3 - Signalisation et sécurisation des chantiers.....	7
4.4 - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux.....	8
4.5 - Protection de l'environnement.....	8
4.6 - Gestion des déchets.....	8
4.7 - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	8
4.8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	8
4.9 - Émission de bons de commande.....	8
4.10 - Défaillance.....	9
4.11 - Autorités habilitées à signer les bons de commande.....	9
4.12 - Lieux d'exécution.....	9
ARTICLE 5 - RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 6 - RÉFACTIONS.....	10
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	10
7.1 - Obligations du titulaire.....	10
7.1.1 - Obligation de conseil.....	10
7.1.2 - Obligation de résultat.....	10
7.1.3 - Connaissance du dossier.....	10
7.1.4 - Obligation de discrétion.....	11
7.1.5 - Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé.....	11
7.2 - Obligations de la personne publique.....	11
7.3 - Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel.....	11
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....	12
8.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre.....	12
8.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre.....	12

8.3 - Paiement des sous-traitants.....	13
8.4 - Défaillance d'un sous-traitant.....	13
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	13
9.1 - Unité monétaire.....	13
9.2 - Forme des prix.....	13
9.3 - Contenu des prix.....	13
9.4 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre.....	13
9.5 - Révision de prix.....	14
9.6 - Clause de sûreté financière – clause de sauvegarde.....	14
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	14
10.1 - Formalisme de la demande de paiement.....	14
10.1.1 - Dématérialisation des factures.....	14
10.1.2 - Paiement des factures.....	14
10.1.3 - Répartition des paiements.....	15
10.2 - Récusation.....	15
10.3 - Intérêts moratoires.....	15
10.4 - Avance.....	15
10.5 - Acompte.....	15
10.6 - Cession ou nantissement.....	16
ARTICLE 11 - PÉNALITÉS.....	16
11.1 - Pénalités pour retard.....	16
11.2 - Non respect des prescriptions relatives à l'environnement.....	16
11.3 - Pénalités pour intervention non agréée par le maître d'ouvrage.....	16
ARTICLE 12 - ASSURANCES ET GARANTIE.....	16
12.1 - Assurance de responsabilité civile.....	16
12.2 - Assurance de responsabilité décennale.....	17
ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	17
13.1 - Résiliation pour faute du titulaire.....	17
13.2 - Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	17
13.3 - Mesures coercitives.....	18
13.4 - Résiliation ouvrant droit à indemnisation.....	18
ARTICLE 14 - CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....	18
ARTICLE 15 - MÉDIATION, DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	18
15.1 - Recours au médiateur interne.....	18
15.2 - Différends et litiges.....	19
ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AU CCAG-TX.....	19

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de purge des buttes de tirs pour les infrastructures relevant du périmètre du Commandement des Ecoles de la Gendarmerie Nationale.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiqués dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par écoles et stands, joint au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

1.2 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal :

- 45112340-0 : travaux de décontamination du sol.

1.3 - Allotissement du marché

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est passé selon une procédure adaptée sous forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.

Il est alloti en trois (3) lots géographiques et techniques, sans minimum mais avec un montant maximum par période comme indiqués ci-après :

N° du lot	Lots	Montant annuel HT maximum
1	École de gendarmerie de MONTLUÇON (03) – Stand de tir « Bien assis »	200 000 euros
2	École de gendarmerie de MONTLUÇON (03) – Stand de tir « Mery »	15 000 euros
3	École de gendarmerie de CHATEAULIN (29) – Stand de tir « B6 »	200 000 euros

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots. Chaque lot est attribué indépendamment.

1.4 - Prestations similaires

En application des dispositions de l'art R.2122-7 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du marché. A cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pourra être engagée.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peuvent dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché public.

Le montant maximum hors taxe des prestations similaires ne doit pas dépasser le montant annuel maximum hors taxe défini dans le présent CCAP.

1.5 - Organisme représentant l'Administration

1.5.1 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Le Commandement des Ecoles de la Gendarmerie Nationale (CEGN) – Groupement de Soutien Opérationnel des Ecoles - Bureau Budget Administration - Section Marchés Conventions, agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) par délégation, pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- dépouillement des offres ;
- négociation ;

- notification des résultats ;
- suivi des reconductions ;
- suivi des révisions de prix ;
- établissement des actes modificatifs ;
- décompte des pénalités ;
- résiliation du marché.

L'organigramme, des personnes agissant au nom du RPA, figure en annexe 2 du règlement de la consultation.

1.5.2 - Représentant de la maîtrise d'ouvrage

L'État, maître de l'ouvrage, est représenté par :

Ministère de l'Intérieur

Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale

Groupe de Soutien Opérationnel des Écoles (GSOE)

Bureau Budget et Administration

Section Marchés Conventions

@ : smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

1.5.3 - Représentant de la maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre et le suivi de l'exécution des travaux diffèrent pour chaque lot et sont assurés par les personnes habilitées à signer les bons de commande dont la liste est indiquée au paragraphe 4.11 du présent cahier des clauses administratives particulières.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 - Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/TX), les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) ;
- le BPU (Bordereau de Prix Unitaire) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le CCAG/TX approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire constituée du cadre de réponse du mémoire technique ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les ordres de services ;
- toute réglementation actuellement en vigueur.

2.2 - Pièces générales

Le CCAG de référence est le « CCAG travaux » approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur à la date de publication de la présente consultation.

Nota :

Seuls les originaux détenus par le RPA font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des

obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponses, lettres ou autres documents échangés entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

ARTICLE 3 - VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ

3.1 - Durée et reconduction du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée maximale allant jusqu'au 31/12/2029, reconductions comprises.

Le présent accord-cadre prendra effet à compter du 01/01/2026 et a une première période de validité allant jusqu'au 31/12/2026.

3.2 - Reconduction du marché

Le marché pourra être reconduit par décision expresse du RPA trois (3) fois un (1) an, notifiée au titulaire trois (3) mois francs avant chaque date de reconduction lorsque l'une des conditions énumérées ci-après est remplie :

- terme calendaire du délai de validité de la période de l'accord-cadre ;
- impossibilité, par la personne publique, de passation d'une commande sans risque de dépassement du plafond financier de la période à laquelle se rapporte l'émission du bon de commande (auquel cas, la personne publique informera, par décision expresse, de la date effective de reconduction de l'accord-cadre).

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

Dans le cas où le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, une décision expresse de non reconduction est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception au titulaire trois (3) mois avant la date d'échéance du marché.

3.3 - Délai d'exécution

Chaque bon de commande établi dans le cadre du présent marché précisera le délai d'exécution ainsi que la date de début des travaux qui ne pourront être modifiés sans accord écrit de l'autorité habilitée à signer les bons de commande.

A défaut de présence de ces mentions sur le bon commande, celui-ci pourra faire l'objet d'une notification par voie d'ordre de service, auquel cas, ce dernier complètera le premier par la présence des éléments manquants.

3.4 - Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux fixé dans chaque bon de commande ne pourra pas être changé sans l'accord du maître d'œuvre du lot considéré.

ARTICLE 4 - EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

4.1 - Accès au site

L'accès aux sites concernés par le marché sont réglementés. Aussi, afin de permettre l'accès aux chantiers des employés des entreprises appelées à effectuer les travaux, la procédure suivante est appliquée :

- dès réception du bon de commande ou de l'ordre de service précisant le début des travaux, l'entreprise adressera au maître d'œuvre ou à son représentant, minimum cinq (5) jours avant le début des travaux, la liste des employés amenés à accéder à la zone militaire ainsi qu'une copie de leur pièce d'identité ;
- pour chaque personnel, devra figurer nom, prénom, date et lieu de naissance. Chaque personnel sera obligatoirement muni d'une pièce d'identité qu'il déposera quotidiennement au poste de sécurité en échange d'un badge d'accès provisoire et journalier, lui permettant de rentrer sur le site et de se rendre sur le chantier ;
- tout changement sur cette liste devra être communiqué avec un préavis de quarante-huit (48) heures. Des mesures particulières pourraient éventuellement s'appliquer en fonction d'événements exceptionnels ou de règlements de sécurité spécifiques à l'unité concernée. Ce point sera traité lors de la visite du site.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG-TX, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le responsable du site devra en être avisé dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur l'emprise.

Le responsable du site se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture du marché du fait de la société

4.2 - Le personnel

4.2.1 - Comportement du personnel

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité responsable des lieux.

4.2.2 - Interdictions ou restrictions momentanées

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents.

Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

4.2.3 - Régularité de la situation des personnels employés

Le titulaire du marché s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 à L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 du code du travail. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

4.3 - Signalisation et sécurisation des chantiers

L'entreprise devra assurer la signalisation de la zone de chantier et en interdire l'accès à toutes personnes étrangères à la réalisation des travaux.

Outre la sécurité des employés de chantier et des personnels ou visiteurs, cette signalisation devra permettre d'éviter toute dégradation des travaux effectués et d'assurer à tout moment l'accès au site.

4.4 - Repliement des installations de chantier, remise en état des lieux

Le titulaire a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages existants et réalisés par ses soins jusqu'à la réception des travaux par le RPA. Il s'assurera de la propreté des lieux immédiats et environnants et veillera à surtout ne pas être la cause d'incident ou d'accident.

4.5 - Protection de l'environnement

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Les matériaux, produits et méthodes employés pour la réalisation des travaux doivent être respectueux de l'environnement. Le titulaire s'engage à mettre en place des conditions de réalisation visant à avoir le moindre impact possible sur l'environnement.

D'une façon plus générale, il respecte les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en vertu de l'article 7 du CCAG-TX.

4.6 - Gestion des déchets

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG-TX, le titulaire est contractuellement responsable de la gestion des déchets créés de par l'exécution du présent marché, jusqu'à valorisation ou élimination. Dans ce cadre, le titulaire assure la gestion et le suivi des déchets. Les déchets produits donnent lieu à remise systématique de l'original du bordereau de suivi des déchets au maître d'ouvrage par le titulaire et une copie est adressée au maître d'œuvre.

4.7 - Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG-TX, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, ses sous-traitants intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du RPA en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

4.8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur.

4.9 - Émission de bons de commande

En application des articles R. 2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique, l'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Ceux-ci peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG/TX, ils sont notifiés au titulaire par tout moyen donnant date certaine de réception. Ainsi, ils peuvent être envoyés par voie électronique ou en pièce jointe à un courriel à une adresse électronique fonctionnelle dédiée et communiquée par le titulaire. Ce dernier accusera de la bonne réception de cette commande. En cas de défaut d'accusé de réception par le titulaire dans le délai précisé à l'article précité, la date d'envoi du document tiendra lieu de preuve de réception.

La date de réception du courriel par le fournisseur tient lieu de la notification de la commande.

Chaque bon de commande doit mentionner :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, prénom, qualité et adresse) ;
- la référence du marché (n° et date) ;
- la référence de l'EJ CHORUS du marché ;
- la désignation des prestations commandées ;
- les prix unitaires de la prestation ;
- le montant total hors taxes et le montant toutes taxes comprises (taux de la TVA en vigueur précisé le cas échéant) ;
- le délai d'exécution ;
- la date de début des travaux
- l'ordonnateur chargé du paiement.

Le cas échéant, un ordre de service pourra venir compléter ou modifier le bon de commande.

4.10 - Défaillance

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

4.11 - Autorités habilitées à signer les bons de commande

N° du lot	Lots	Autorité habilitée à signer les bons de commande
1	EG de MONTLUÇON (03) - stand de tir «Bien assis»	Le commandant d'école ou son représentant
2	EG de MONTLUÇON (03) - stand de tir «Mery»	Le commandant d'école ou son représentant
3	EG de CHÂTEAULIN (29) – stand de tir « B6 »	Le commandant d'école ou son représentant

4.12 - Lieux d'exécution

N° du lot	Lots	Adresse
1	EG de MONTLUÇON (03) - stand de tir «Bien assis»	École de gendarmerie de Montluçon Caserne Richemont 95 Avenue Jules Guesde 03100 MONTLUÇON
2	EG de MONTLUÇON (03) – stand de tir «Mery»	École de gendarmerie de Montluçon Caserne Richemont 95 Avenue Jules Guesde 03100 MONTLUÇON
3	EG de CHÂTEAULIN (29) – stand de tir « B6 »	École de gendarmerie de Châteaulin Caserne La Tour d'Auvergne Zone Ty-Vougeret 29150 DINEAULT

ARTICLE 5 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/Travaux en vue de prononcer la réception des travaux.

Les opérations de vérification sont effectuées par le maître d'œuvre à l'issue de l'intervention du

titulaire. Elles portent notamment sur les points suivants :

- la qualité des prestations réalisées ;
- l'état des lieux.

Le RPA pourra alors prononcer la réception complète des travaux ou une réception avec réserves.

Le titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes.

En cas de désaccord sur les résultats des opérations de vérification effectuées par l'administration, le titulaire doit saisir le RPA par écrit et au plus tard dans les quatorze (14) jours calendaires suivant la notification du résultat des opérations de vérification, qui dispose d'un délai de huit (8) jours pour faire connaître sa réponse au titulaire :

- soit acceptation des prestations ;
- soit application des réfections.

ARTICLE 6 - RÉFACTIONS

D'une manière générale, les réfections s'appliquent aux défauts d'exécution.

Si certains ouvrages ou certaines parties des travaux ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le RPA peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'entrepreneur une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

S'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

Les réfections sont cumulables et applicables sous réserve de l'envoi préalable d'un courrier en recommandé avec accusé de réception au prestataire. Ce dernier dispose de trois (3) jours pour faire parvenir ses éventuelles observations.

Les réfections sont appliquées sur le montant HT de la facture.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 - Obligations du titulaire

7.1.1 - Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'anomalies ou de dangers potentiels au titre de ses prestations. Il est tenu de signaler au maître d'œuvre tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

7.1.2 - Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour exécuter toutes les prestations, objet du présent marché, dans les conditions définies ci-après.

7.1.3 - Connaissance du dossier

Le titulaire reconnaît avoir pris parfaitement connaissance de la totalité des documents constituant le dossier de l'opération et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations qu'il doit réaliser dans le cadre de

son marché, mais également de l'ensemble des prestations que doivent réaliser tous les autres intervenants pour mener l'opération à terme et dans les conditions requises par le RPA.

7.1.4 - Obligation de discrétion

En application de l'article L.2132-1 du code de la commande publique et conformément à l'engagement de confidentialité, le titulaire s'engage à respecter strictement la confidentialité des documents mis à sa disposition par la personne publique. L'engagement s'applique sans limitation de durée.

Tous les documents fournis par la personne publique dans le cadre de la procédure de passation du marché, et ce de quelque nature qu'ils soient, restent la propriété de la personne publique. Les documents et informations de toute nature produits ou émis par la personne publique lors de la procédure de passation sont réputés confidentiels et ne sauraient être divulgués à des tiers.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations stipulées dans le présent marché sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent marché.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et torts du contractant, sans qu'il ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

7.1.5 - Régularité administrative et lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se doit d'être constamment à jour de ses obligations administratives et fiscales et de respecter systématiquement toutes les réglementations en vigueur, notamment concernant le travail dissimulé et les travailleurs détachés. Il en est de même de tous ses sous-traitants directs ou indirects.

Constat d'irrégularité :

Dans le cas où le travail dissimulé serait constaté par le RPA et faute de régularisation, le personnel correspondant sera immédiatement exclu de l'opération. S'il s'agit d'un sous-traitant, celui-ci sera définitivement exclu de l'opération, et ce sans délai. Le titulaire assumera alors seul toutes les conséquences sans pouvoir faire valoir un quelconque préjudice auprès du RPA, que ce soit d'ordre technique, financier ou calendaire.

Dans tous les cas, ces constats feront l'objet de l'application de pénalités telles que prévues dans le présent document.

Les autres obligations du titulaire sont définies aux articles 5 à 7 du CCAG-TX.

7.2 - Obligations de la personne publique

La personne publique s'engage à communiquer toute information et/ou document nécessaire au titulaire pour l'exécution des travaux.

La personne publique s'engage à autoriser l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par la personne publique.

7.3 - Obligations concernant le traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à

l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation et l'agrément de chaque sous-traitant seront effectués selon les dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

Le titulaire reste responsable de la partie sous-traitée de son marché vis-à-vis du RPA. Il reste l'interlocuteur unique de ce dernier et doit, en outre, faire son affaire personnelle de la transmission des ordres de service, comptes-rendus de chantier et de tous les éléments nécessaires au sous-traitant.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (DC4), dûment complété et signé en y joignant l'ensemble des pièces listées sur ce cadre. Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle, du marché du titulaire.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément.

8.1 - Demande de sous-traitance formulée au moment de l'offre

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au représentant du pouvoir adjudicateur :

- une déclaration (DC4) mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
 - la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- un extrait Kbis du sous-traitant ;
- le cas échéant, copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du sous-traitant ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

8.2 - Demande de sous-traitance présentée après le dépôt de l'offre

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur ou transmet par courriel, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au paragraphe 9.1 du présent document.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est rappelé que le sous-traitant ne peut être autorisé à entrer sur site tant que la DC4 n'est pas

signée par l'ensemble des parties.

8.3 - Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat du sous-traitant est égal ou supérieur à six cents (600) € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, selon les modalités de l'article L. 2193-10 du code précité.

Notamment, le représentant du pouvoir adjudicateur doit recevoir :

- du sous-traitant, une demande de paiement accompagnée des factures et d'une preuve attestant que cette demande a préalablement été adressée au titulaire (récépissé, accusé de réception, avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé) ;
- du titulaire, l'accord total ou partiel sur le paiement demandé ; cet accord étant réputé acquis si le titulaire n'a pas notifié de refus quinze (15) jours après avoir reçu la demande de paiement du sous-traitant ou s'il a refusé ou n'a pas réclamé le pli contenant cette demande.

Le représentant du pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant et l'informe des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

8.4 - Défaillance d'un sous-traitant

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément du maître d'ouvrage afin que les travaux ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des travaux continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations, sous peine de se voir appliquer des pénalités.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

9.1 - Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

9.2 - Forme des prix

Les prix sont :

- unitaires ;
- révisables ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part) ;
- incluant toutes les charges fiscales, parafiscales et autres taxes liées à la prestation.

9.3 - Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'ensemble des prestations détaillées dans les annexes techniques ;
- tous les frais relatifs aux moyens nécessaires à l'exécution des travaux ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droit de douane et procédure.

9.4 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG/TX, les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres appelé « mois zéro » (M0), mois d'établissement du prix initial de l'offre négociée le cas échéant.

9.5 - Révision de prix

Les prix du bordereau des prix seront considérés comme fermes (non actualisables, non révisables) pendant la première année du marché. Ils sont ensuite révisibles annuellement par ajustement à chaque reconduction du contrat à la date d'anniversaire.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par tout moyen donnant date certaine de réception, ses nouveaux prix unitaires avec un préavis de soixante (60) jours avant la date de prise d'effet prévue pour l'application de l'ajustement. A défaut de réception du nouveau tarif dans les délais, il sera appliqué les prix de la précédente période annuelle.

Les prix resteront invariants pendant toute la nouvelle période.

La procédure de révision ne peut avoir d'effet rétroactif.

Le titulaire transmettra son bordereau des prix mis à jour à l'adresse électronique suivante :

smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

9.6 - Clause de sûreté financière – clause de sauvegarde

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique lors de l'évolution des prix du bordereau. Le RPA se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation d'un même produit du bordereau, pris individuellement, est supérieure à la valeur de trois pourcents (3,00%).

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées soit :

- par application des prix unitaires dont le libellé est donné au bordereau des prix aux quantités commandées et réellement livrées ;
- à titre accessoire, pour une prestation entrant dans le champ catégoriel de l'accord-cadre, par application des prix figurant au devis fourni par l'opérateur économique.

Outre les mentions prévues à l'article 12 du CCAG-TX, le titulaire devra veiller à ce que la demande de paiement distingue de manière claire et sans ambiguïté possible les éléments suivants :

- le numéro CHORUS ;
- les prestations exécutées par chacun des membres du groupement (en cas de groupement) et les montants correspondants HT ;
- les montants HT des prestations exécutées par le titulaire et ses sous-traitants, en cas de sous-traitance (en cas de TVA auto liquidée, cette dernière mention est obligatoire) ;
- les montants HT des prestations exécutées sur le marché initial et sur chacun des actes modificatifs, en cas d'actes modificatifs.

10.1 - Formalisme de la demande de paiement

Depuis le 01 janvier 2020, l'ensemble des entreprises (microentreprises également) sont soumises à la facturation électronique pour les factures à destination de l'État, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs.

10.1.1 - Dématérialisation des factures

Les factures doivent être dématérialisées via l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

10.1.2 - Paiement des factures

Le titulaire, ou le mandataire, seul habilité à présenter les demandes de paiement du titulaire en cas de groupement d'entreprises, remet une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché public et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes.

La facturation doit respecter les mentions indiquées dans le décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire. Celui-ci est effectué par virement sur le compte du titulaire, comme indiqué sur l'acte d'engagement.

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.1.3 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entreprise titulaire, mandataire, ses co-traitants et les éventuels sous-traitants déclarés. Dans le cas de la co-traitance un tableau annexé à l'acte d'engagement précisera la part de chacun.

10.2 - Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le RPA fait payer dans le délai de trente (30) jours, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

10.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement, des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2013-269 du 29 mars 2013).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

10.4 - Avance

Une avance de trente (30) % est consentie selon les conditions d'application prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique, y compris pour les lots où elle n'est pas obligatoire.

L'avance sera remboursée, dans la mesure du possible, en une seule fois dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra soixante-cinq (65) % du montant du marché. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée après le dépôt de l'offre et avant le seuil des soixante-cinq (65) % de prestations exécutées, l'avance est remboursée en conséquence.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert à compter de la date de démarrage des travaux indiquée dans le bon de commande ou l'ordre de service.

En cas de résiliation, l'avance sera restituée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la décision.

10.5 - Acompte

Il n'est pas prévu de versement d'acompte.

10.6 - Cession ou nantissement

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le RPA délivrera sans frais, au titulaire, les pièces nécessaires.

ARTICLE 11 - PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TX, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont exonérées de TVA.

11.1 - Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-TX, le montant total des pénalités de retard appliquées ne peut excéder quinze (15) % du montant total hors taxe du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-TX, lorsque la période de travaux définie par les écoles de gendarmerie n'est pas respectée, le titulaire encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité fixée à deux cents euros (200 €).

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-TX, l'application des pénalités de retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

11.2 - Non respect des prescriptions relatives à l'environnement

En cas de non-respect des dispositions sur la protection de l'environnement applicables au chantier après mise en demeure par le maître d'ouvrage de remédier aux infractions relevées, le titulaire encourt une pénalité fixée à cent euros (100 €) par infraction.

11.3 - Pénalités pour intervention non agréée par le maître d'ouvrage

Dans le cas où une intervention sur chantier d'un sous-traitant (quel que soit le rang de ce sous-traitant) n'a pas reçu l'agrément du maître d'ouvrage, une pénalité de trois cents (300) euros par constat et par jour calendaire sera appliquée au titulaire.

ARTICLE 12 - ASSURANCES ET GARANTIE

Les stipulations du CCAG-TX sont applicables (article 8).

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché et au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier...). Elles devront être transmises à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

12.1 - Assurance de responsabilité civile

Le titulaire du marché, ou chacun des co-traitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou co-traitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au représentant du pouvoir adjudicateur ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Si la fin de période de garantie est antérieure au jour de la réception, le titulaire devra fournir successivement autant de nouvelles attestations d'assurances de telle sorte que les périodes successives

recouvrent la totalité de la durée de chantier sans interruption de garantie.

Chaque attestation successive devra être fournie au RPA dans les dix (10) jours qui suivent la fin de la période de garantie de l'attestation précédente.

En cas de défaut de fourniture de l'attestation demandée ci-avant, ou de non-renouvellement pour la période de l'opération des garanties demandées, le RPA pourra appliquer les pénalités de retards correspondantes.

12.2 - Assurance de responsabilité décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à obligation d'assurance, le titulaire et s'il y a lieu ses co-traitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, à la demande du maître d'ouvrage avant signature du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses co-traitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édicté par l'article 1792-3 du Code Civil.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

En cas de résiliation, les dispositions du chapitre 49 du CCAG-TX sont seules applicables auxquelles s'ajoutent les dispositions suivantes :

13.1 - Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-TX avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- Par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-TX, la résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article 12 du présent document, peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- en cas de non-respect, par le titulaire ou l'un des co-traitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- la mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 50.3.2 du CCAG-TX, le titulaire dispose d'un délai de huit (8) jours ouvrés à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ;
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-14 du code de la commande publique relatifs aux marchés publics, fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

13.2 - Résiliation pour motifs d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG-TX, l'indemnité de résiliation est fixée à cinq (5) % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations

reçues.

13.3 - Mesures coercitives

Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire solidaire d'un groupement conjoint :

En application de l'article 52.1 et en complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG-TX, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination de groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le RPA se réserve la possibilité soit de :

- prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après la désignation d'un mandataire non solidaire ;
- prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnités.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au titulaire en raison de ses fautes.

13.4 - Résiliation ouvrant droit à indemnisation

Conformément à l'article R.2191-31 du code précité, en cas de résiliation du marché public ouvrant droit à indemnisation, si les parties ne parviennent pas, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de la résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnité, le titulaire perçoit, à sa demande, le montant que l'acheteur a proposé.

ARTICLE 14 - CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le RPA invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent marché subséquent et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

ARTICLE 15 - MÉDIATION, DIFFÉRENDS ET LITIGES

15.1 - Recours au médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relation fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relation fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

15.2 - Différends et litiges

Les litiges éventuels seront régis exclusivement par la législation française.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est le seul compétent pour régler les recours et litiges pouvant opposer le représentant du pouvoir adjudicateur aux titulaires français ou étrangers.

Instance chargée des procédures de recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POITIERS
15, rue de Blossac - CS 80541
86020 Poitiers Cedex
Téléphone : 05 49 60 79 19
Télécopie : 05 49 60 68 09
Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AU CCAG-TX

Numéro d'article dérogeant au CCAG-TX	Numéro d'article du CCAG-TX
Article 2 – Pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 4.1 - Accès au site	Article 31.4.5
Article 9.4 - Mois d'établissement des prix	Article 9.4.4
Article 11 - Pénalités	Article 19.2.1
Article 11.1 - Pénalités pour retard	Articles 19.2.2, 19.2.3 et 19.2.4
Article 13.1 - Résiliation pour faute du titulaire	Article 50.3.2